



**Objet :** Communiqué de presse

A Montreuil, le 28 novembre 2017

47 avenue Pasteur  
93100 MONTREUIL  
33 (0)1 45 44 48 25  
man@nonviolence.fr  
<http://nonviolence.fr>

---

## **Migrants et migrantes en Libye : passer de l'hypocrisie à la responsabilité**

Après la diffusion par CNN le 17 novembre d'une vidéo montrant la vente aux enchères de jeunes migrants comme esclaves, Emmanuel Macron, qualifiant ces faits de « crime contre l'humanité », a décidé de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU et brandi la menace de sanctions internationales.

Certes il est nécessaire de faire cesser ce trafic honteux. Mais la France est-elle innocente de ce qui se passe ? N'a-t-elle pas encouragé la coopération entre l'Union Européenne et la Libye pour endiguer les arrivées de migrants en Europe, et approuvé début juillet un « plan d'action » visant à allouer 46 millions d'euros aux garde-côtes libyens ? Pourtant ni le gouvernement français ni l'Europe ne pouvaient ignorer la situation en Libye. Différents rapports d'ONG, de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme, montrent que « *la dégradation du système de justice en Libye a conduit à un état d'impunité dans lequel les groupes armés, les bandes criminelles, les trafiquants et même les fonctionnaires publics, contrôlent les flux de migrants à travers le pays de manière absolument arbitraire et cruelle* ». En 2016 [l'ONU alerte la communauté internationale](#) sur « *l'exploitation par les autorités, les groupes armés et les passeurs de milliers de migrants, dont beaucoup font l'objet de détentions arbitraires prolongées, de travail forcé, d'extorsion, de trafic et de violence sexuelle* ». C'est donc en pleine connaissance de cause que la France se lave les mains de ce qui se passe en Libye. Le MAN s'insurge donc contre cette hypocrisie qui cherche à masquer la responsabilité de l'Europe, et singulièrement de la France, concernant ces violations de droits humains.

Nous dénonçons les violences faites aux migrants, quelles qu'elles soient, en Libye ou ailleurs, mais aussi en France où des familles dorment à la rue ou survivent dans des bidonvilles.

Nous demandons d'autres relations internationales politiques et économiques et une politique migratoire respectueuse des droits de chacun. La migration n'est pas qu'une histoire de flux : derrière les chiffres, ce sont des vies humaines, de la souffrance, de la détresse et une recherche désespérée d'un avenir possible qu'il nous faut voir ! D'urgence !

Annie DEAN, porte-parole

06 87 26 19 62